

Sul Ki Do Luxembourg

Association sans but lucratif

Luxembourg Centre for Systems Biomedicine
c/o Cyrille Thinnes
7 Avenue des Hauts-Fourneaux
L-4362 Esch-sur-Alzette

Entre les soussignés

1. Cyrille Thinnes, demeurant à 53, rue de Sanem, L-4382 Ehlerange, de nationalité Luxembourgeoise
2. Marc Thinnes, demeurant à 53, rue de Sanem, L-4382 Ehlerange, de nationalité Luxembourgeoise
3. Marie-Antoinette Kraus, demeurant à 53, rue de Sanem, L-4382 Ehlerange, de nationalité Luxembourgeoise

il a été convenu de constituer une association sans but lucratif, dont les statuts sont arrêtés comme suit:

Chapitre I: Dénomination, siège, objet social et durée

Article 1: De la dénomination

L'association est dénommée "Sul Ki Do Luxembourg".

Article 2: Du siège social

Le siège social est établi à

Luxembourg Centre for Systems Biomedicine
c/o Cyrille Thinnes
7 Avenue des Hauts-Fourneaux
L-4362 Esch-sur-Alzette

Il peut être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 3 : De l'objet social

L'association a pour objet toute activité quelconque se rapportant directement ou indirectement à la pratique du Sul Ki Do, arts martiaux, sports de combats, self-défense, et bien-être physique et/ou mental en général.

L'association peut s'affilier à toutes les organisations nationales ou internationales ayant un but identique ou complémentaire au sien, ou, plus généralement, ayant comme but la pratique ou la promotion du sport.

L'association s'efforce de créer et d'entretenir des relations amicales entre ses membres, de maintenir et de promouvoir le fair-play dans la pratique sportive, d'assurer les intérêts sportifs de ses adhérents et de représenter ces intérêts auprès des autorités.

L'association peut louer ou acquérir des immeubles en vue de remplir son objet social.

Article 4 : De la durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II : Des associés et des membres d'honneur

Article 5 : Du nombre minimum

Le nombre minimum des associés est fixé à trois. Ce nombre ne comprend pas les membres d'honneur.

Article 6 : Des membres et membres d'honneur

Sont admissibles comme membres associés, et désignés comme 'membres' dans les présents statuts, toutes les personnes qui en manifestent la volonté, qui sont déterminées à respecter les présents statuts, qui sont agréées par le conseil d'administration et qui sont déterminées à s'acquitter de la cotisation annuelle. Une carte de membre peut être remise. Les membres sont admis à la suite d'une demande écrite.

Sont admissibles comme membres d'honneur toutes les personnes en manifestant la volonté, agréées par le conseil d'administration et remplissant les conditions que celui-ci fixera à leur admission. Une carte de membre spéciale peut être remise. Néanmoins, les membres d'honneur n'exercent aucune des prérogatives prévues par la loi et les présents statuts en faveur des membres associés.

Article 7 : De la cotisation

La cotisation annuelle ne peut pas dépasser le montant de 10000 euros. Elle est fixée par l'assemblée générale. L'année sociale commence le 1^{er} septembre et se termine au 31 août de l'année suivante.

Article 8 : De la perte de qualité de membre

Les membres de l'association peuvent s'en retirer à n'importe quel moment en présentant leur démission par écrit au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire l'associé ayant refusé de payer la cotisation annuelle ou ayant omis payer trois mois après qu'elle lui fut réclamée.

La qualité de membre de l'association se perd encore par l'exclusion. Celle-ci est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, dans les cas suivants:

- Lorsqu'un associé s'est rendu responsable d'un acte ou d'une omission grave, contraire aux statuts et règlements de l'association.
- Lorsqu'un associé s'est rendu responsable d'un acte ou d'une omission de nature à porter atteinte, soit à l'honneur ou à sa considération personnelle, soit à la considération ou à l'honneur d'un associé, soit à la considération de l'association.

Le conseil d'administration, après avoir entendu l'intéressé en ses explications, et statuant à la majorité des deux tiers de ses membres, peut, pour l'une de ces raisons, prononcer avec effet immédiat la suspension temporaire de l'affiliation d'un membre. Cette suspension prendra fin lors de la plus prochaine assemblée générale, qui sera appelée à statuer sur l'exclusion de ce membre.

En cas de démission ou d'exclusion, les membres concernés n'ont aucun droit sur le fond social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées.

Chapitre III : De l'assemblée générale

Article 9 : De la compétence

Sont de la compétence exclusive de l'assemblée générale

1. la modification des statuts,
2. la nomination et la révocation des administrateurs,
3. l'approbation annuelle des budgets et des comptes,
4. la dissolution de l'association,
5. l'exclusion d'un membre de l'association.

Article 10 : De l'association générale ordinaire

L'assemblée générale se réunit annuellement endéans le premier trimestre de l'année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} septembre et se termine au 31 août de l'année suivante. Elle est valablement constituée quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres majeurs présents.

Article 11 : De l'association générale extraordinaire

En cas de besoin le conseil d'administration peut convoquer à chaque moment une assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée par le conseil d'administration, et ce endéans les deux mois, lorsqu' un cinquième des associés majeurs en font la demande.

Article 12 : Des propositions

Toute proposition signée d'un nombre de membres majeurs égal au vingtième de la dernière liste annuelle des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Article 13 : Des formalités

Les associés qui, en application des articles 11 et 12, veulent faire convoquer une assemblée générale extraordinaire ou proposer une question à l'ordre du jour de l'assemblée, doivent soumettre au président du conseil d'administration une note écrite précisant leur intention. S'il s'agit d'une question à porter à l'ordre du jour, cette note doit être entre les mains du président du conseil d'administration quinze jours avant la date de l'assemblée générale.

Article 14 : Des résolutions hors ordre du jour

Des résolutions en dehors de l'ordre du jour ne peuvent être prises que si une majorité des deux tiers de voix émises par les membres majeurs présents ou représentés marque son accord pour procéder à un vote. Aucune résolution en dehors de l'ordre du jour ne peut être prise sur les points indiqués à l'article 9.

Article 15 : De la convocation

Tous les associés doivent être convoqués par écrit huit jours avant la date de l'assemblée générale. La convocation doit contenir l'ordre du jour.

Article 16 : De la représentation

Il est autorisé aux associés de se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé ou un tiers, muni d'une procuration écrite. Aucun membre ne peut cependant représenter plus de deux associés.

Article 17 : Du droit de vote et de la validité des délibérations

Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts ou par la loi.

Article 18 : Des modifications statutaires

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celle-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil. Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

1. la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés,
2. la décision n'est admise, dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix,
3. si dans la seconde assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Chapitre IV : Du conseil d'administration

Article 19 : De la composition du mandat

L'association est administrée par le conseil d'administration composé de trois membres majeurs minimum et au maximum de douze membres. Ceux-ci sont nommés par l'assemblée générale pour le terme de 1 an, jusqu'à la prochaine assemblée générale. Toutefois, ils sont révocables à tout moment, par décision de l'assemblée générale. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Quand un membre du conseil d'administration démissionne, les membres restants désigneront un remplaçant qui achèvera le mandat de son prédécesseur, sauf le poste de président, qui en cas de démission devra être mis à l'élection. Jusqu'à l'élection du nouveau président, le vice-président, sinon le plus ancien des membres du conseil, gèrera les affaires courantes de l'association.

Article 20 : De la présidence

Le président est élu par vote séparé de l'assemblée générale.

En cas d'empêchement de président ou de vacance pour quelque raison que ce soit du poste de présidence, ses fonctions et pouvoirs se remplissent par le vice-président, sinon par le plus ancien des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut s'adjoindre un ou plusieurs secrétaires administratifs, associés ou non, rémunérés ou non.

Article 21 : De la réunion, de la délibération et des décisions

Le conseil se réunit sur convocation du président ou du secrétaire. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises par les administrateurs présents. Les administrateurs qui s'abstiennent au vote ne sont pas pris en considération pour le calcul de la majorité nécessaire pour l'adoption du vote.

Les administrateurs qui ont un intérêt personnel dans une délibération doivent s'abstenir de voter.

En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Il est tenu, les soins du secrétaire, un registre des réunions dans lequel sont inscrits les noms des personnes présentes, l'ordre du jour, ainsi que les décisions prises. La signature du secrétaire est contresignée par le président, après approbation du compte-rendu, lors de la réunion suivante.

Article 22 : Des pouvoirs et des actions judiciaires

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Dans ce cadre, il peut passer tout contrat ou acte unilatéral engageant l'association ou ses biens meubles et/ou immeubles, conférer tous pouvoirs spéciaux à des mandataires de son choix, associés actifs ou non, plaider tant en demandant qu'en défendant devant toute juridiction et exécuter tous jugements rendus.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues, au nom de l'association, par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président.

L'association est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs dont celle du président ou de celui qui le remplace.

Les comptes sont tenus par le trésorier qui est chargé de la gestion financière de l'association, de la comptabilisation des recettes et des dépenses et de l'établissement du décompte annuel à la clôture de l'exercice qui est fixé au 31 août. La gestion du trésorier est contrôlée par deux vérificateurs de comptes qui sont désignés chaque année par l'assemblée générale.

Un membre du conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres.

Chapitre V : De la dissolution

Article 23 : De la nomination des liquidateurs

Dans le cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'assemblée générale désignera trois liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Article 24 : Du partage de l'actif net

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'actif net de l'association sera affecté à des activités similaires, à désigner par l'assemblée générale.

Chapitre VI : Dispositions légales

Article 25 : Autres

Toutes les questions qui ne sont pas prévues expressément par les présents statuts sont régies par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Ainsi fait à Esch-sur-Alzette, le 10 janvier 2017.